



Elections

de

2025



Rappelons-nous que
notre diversité est notre force

Journal Burundi-Eco

@BurundiEco

Fuite des capitaux (page 3)

Le pays en pâtit



Entre 1970 et 2018, Le Burundi a perdu 6 milliards de USD. Cette somme correspond à l'argent qui a échappé au contrôle de l'Etat dans les comptes officiels du pays et celui perdu à travers des pratiques de sous-facturation et de surfacturation.

ENTREPRENEURIAT

SOCIÉTÉ

COMMERCE



Site Mutambara

Les résidents réclament l'implantation d'un marché pour diversifier ... (page 4)



Cankuzo

Les autochtones du site Nyarurambi, dans les maisons en tôles, mais ... (page 5)



Rugombo

Le commerce transfrontalier va de mal en pis (page 6)

Le journal Burundi Eco
célèbre son 12^{ème} Anniversaire :

12 ans

de dévouement à l'Information
sociale et économique

Joyeux
Anniversaire

Editorial Combat sans arme



Mélance Maniragaba Rédacteur en chef adjoint

L'industrie est le fer de lance du développement économique du pays. Parmi les leaders de ce combat pour le développement économique il y a l'Association des Industriels du Burundi

(AIB). Celle-ci ne cesse de démontrer ses compétences afin de briser tout ce qui pourrait freiner la révolution industrielle. En témoigne l'organisation annuelle des salons industriels. Aujourd'hui, nous en arrivons à la 6ème édition, prévue du 4 au 7 septembre 2024.

Cette 6ème édition du salon industriel est organisée dans un contexte difficile, caractérisé par le manque des devises et de carburant. Certains se demandent comment, par exemple, des usines en activité dépourvues de devises parviennent à s'approvisionner en matières premières ou comment des

usines naissantes peuvent s'équiper. Lorsqu'on se rabat sur le marché parallèle avec des valeurs exorbitantes pour cette monnaie étrangère par rapport à la monnaie locale, les services chargés de la collecte des recettes ne tiennent pas toujours compte de cette situation et continuent de calculer en utilisant le taux de change officiel.

Pourtant, c'est le marché noir qui finance en grande partie les importations. Dans ce contexte, l'opérateur économique pourrait être confronté à la faillite.

Le manque de carburant n'est pas non plus sans effet dans

un pays où les industriels ont besoin d'une alimentation électrique suffisante pour fonctionner. En plus du coût élevé du transport, les industries recourent parfois à des groupes électrogènes en raison de l'incapacité du courant électrique à faire fonctionner les machines. Or, ces groupes électrogènes nécessitent du gasoil. Tout cela occasionne du stress chez les industriels, qui fixent les prix en fonction des dépenses. Ce qui pèse lourdement sur le consommateur.

Les industriels se trouvent dans un combat sans arme. Ils se retrouvent parfois entre le marteau et l'enclume, c'est-

à-dire, entre l'abandon et la continuité des activités. Malgré cela, ils doivent faire tout leur possible pour ne pas arrêter leurs activités, sans exagérer pour profiter de la situation et nuire au consommateur. Sinon, de nombreuses familles perdraient leur emploi, et par conséquent, les caisses du trésor public se rétréciraient. Les politiques, quant à eux, doivent fournir des efforts pour prendre en compte les situations actuelles afin que les industriels ne travaillent pas à reculons.

GOUVERNANCE

Élections de 2025 : Qu'attend la population de Mishiha des futurs leaders ?

Les élections législatives et communales de 2025 approchent à grands pas. Les autorités provinciales de Cankuzo assurent que les préparatifs avancent bien. De leur côté, les citoyens de la commune Mishiha, dans la même province, espèrent que les futurs élus réaliseront des projets bénéfiques pour la population, notamment la construction de routes et l'adduction d'eau potable



Pierre Claver Nakumuryango, chef de cabinet du gouverneur de la province Cankuzo recommande la population de vivre en harmonie au cours de la période électorale. Photo prise le 12 août 2024 à Cankuzo.

Les préparatifs des élections législatives et communales de 2025 progressent bien. Il n'y a rien d'extraordinaire à cela, car la population burundaise en général, et celle de Cankuzo en particulier, est habituée aux opérations de vote. C'est ce qu'a annoncé Pierre Claver Nakumuryango, chef de cabinet du gouverneur de la province Cankuzo. Toutefois, poursuit-il, l'administration organise des réunions pour sensibiliser la population et lui rappeler que la période électorale est une période simple et normale. Mais

c'est aussi une occasion pour les citoyens d'élire eux-mêmes leurs dirigeants ou leurs représentants pour la période prévue par la loi burundaise. « Il n'y a aucune raison de paniquer ou d'avoir peur des élections. Au contraire, les citoyens doivent continuer à vaquer à leurs occupations quotidiennes, tout en sachant que les le vote de leurs représentants fait partie de la vie du pays. Pourquoi ? Parce que dans une démocratie, les citoyens sont appelés à élire leurs leaders de façon périodique », indique M. Nakumuryango.

C'est pourquoi l'administration locale sensibilise la population de Cankuzo à se préparer correctement. Pourquoi ? Parce que le scrutin ne dure généralement qu'une journée, mais il y a une série d'activités à réaliser au cours de la période préélectorale. Par exemple, chaque personne en âge de voter doit posséder une carte nationale d'identité, un document indispensable pour se faire inscrire sur les listes électorales. « Nous conseillons aux populations de

Cankuzo de se procurer leur carte nationale d'identité en temps voulu, afin d'éviter de la chercher à la dernière minute, lors de la période d'enrôlement des électeurs », recommande M. Nakumuryango. De plus, il demande aux habitants de Cankuzo de rester serein, quelles que soient leurs différences. Ils doivent être conscients que le Burundi reconnaît le multipartisme. Ainsi, les personnes qui appartiennent à différents partis politiques ne sont pas des ennemis. Elles sont appelées à vivre en harmonie. Au moment des élections, chaque électeur doit voter pour le candidat qui lui tient à cœur et qui propose un bon projet de société.

Les habitants de Mishiha attendent des prochains élus la construction de routes et l'adduction d'eau potable

Dieudonné Bigirimana, habitant de la colline Munzenze en commune Mishiha, province Cankuzo, affirme qu'il est prêt à voter pour

soutenir la logique démocratique. Mais il ne compte pas voter juste pour voter. « J'aimerais que les dirigeants qui seront élus prennent en main les défis du développement communautaire », propose M. Bigirimana. Concrètement, il souhaite que les voies de communication (les routes) dans la province de Cankuzo en général, et en commune Mishiha en particulier,

soient améliorées, afin de faciliter la circulation. À titre d'exemple, les habitants de la colline Munzenze souhaitent que la route reliant la commune de Mishiha à la province de Muyinga soit construite. De même, la route nationale RN 13, qui relie la province de Cankuzo à la Tanzanie via la commune de Mishiha, mérite d'être asphaltée pour faciliter les échanges entre le Burundi et ce pays voisin de l'Est. En outre, les habitants de la colline Munzenze font face au manque d'eau potable. Ils espèrent donc que les futurs leaders résoudre ce problème. La santé est également une préoccupation pour la population de Mishiha. « Nous avons besoin de médecins en nombre suffisant à Mishiha pour assurer notre santé. Aujourd'hui, une personne gravement malade doit être transférée dans un autre hôpital, comme celui de Murore (commune Gisagara), l'hôpital régional de Cankuzo, voire ailleurs. Ce qui est difficile pour les familles aux moyens financiers limités », regrette M. Bigirimana.

Quant au prénommé Odace, un autre habitant de la colline Munzenze, il souhaite avant tout que les futurs élus assurent la paix, la sécurité et la cohésion sociale. De plus, il espère qu'ils aideront les personnes démunies à avoir des maisons couvertes de tôles, pour une habitation digne de ce nom.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 25 Juillet 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2865	2912
Euro	3107	3157
Shi. Kenyan	21,5480	21,8956
Shi. Tanzanien	1,0614	1,0786
Shi. Ougandais	0,7698	0,7822
Fr Rwandais	2,1867	2,2219

Fuite des capitaux au Burundi : 6 milliards USD partis en fumée

Le Burundi a perdu environ 6 milliards de dollars américains entre les années 1970 et 2018. Ces chiffres proviennent du chercheur et professeur à l'Université du Massachusetts, Léonce Ndikumana. Cette fuite des capitaux, qui touche également d'autres pays africains, est due au manque de bonne gouvernance des dirigeants, à la mauvaise gestion des ressources naturelles, ainsi qu'à la pratique de sous-facturation et de surfacturation des exportations.



Pr Léonce Ndikumana : « J'implore le Gouvernement du Burundi à mettre en place des stratégies et transparentes pour évaluer la quantité de production des minerais, notamment dans les zones sujettes aux fuites »

Lors de la présentation de son livre La fuite des capitaux d'Afrique : les pilleurs et les facilitateurs, dont il est co-auteur, le Pr Léonce Ndikumana explique que le montant perdu par le Burundi entre 1970 et 2018 est divisé en deux catégories. La première concerne l'argent perdu dans les comptes officiels du pays, échappant au contrôle de l'État. Cette somme, qualifiée de « résidu » de la balance des paiements ou « missing money » par les économistes, s'élève à 2,4 milliards USD.

La deuxième catégorie concerne le montant perdu à travers des pratiques de sous-facturation et de surfacturation, où les transactions commerciales sont falsifiées pour faire sortir illégalement les capitaux. Le montant ainsi évaporé est estimé à 2,7 milliards USD.

Le Pr Ndikumana souligne que les pays africains riches en ressources naturelles sont les plus exposés aux fuites des capitaux. Il observe l'écart entre les données d'exportation nationales et celles internationales. Le Burundi n'est pas exempt de cet écart, comme le démontre le chercheur. Il révèle que, entre 2000 et 2019, le Burundi a déclaré

avoir exporté pour 761 millions USD en or vers les Émirats Arabes Unis. Cependant, les données des Émirats indiquent que l'or importé au Burundi dépasse cette somme, atteignant 1,4 milliard USD. « Il y a de l'or burundais qui est tombé du ciel sur le sol des Émirats », plaisante le Pr Ndikumana devant les grandes personnalités de l'État burundais, y compris le président et les membres du gouvernement.

Des stratégies pour évaluer la production des minerais

« L'Afrique ne bénéficie pas de ses ressources naturelles, tandis que les entreprises d'extraction continuent d'accumuler de l'argent dans leurs pays », déclare le Pr Ndikumana. Il explique que cela est dû à une mauvaise gouvernance et à l'absence de nationalisme de la part des dirigeants qui signent des contrats désavantageux avec les entreprises extractives. Il rappelle aux dirigeants burundais que le meilleur moyen de profiter des ressources naturelles est de devenir actionnaire de l'entreprise extractive, comme l'a fait le Botswana.

Il appelle également le gouvernement burundais à mettre en place des stratégies claires et transparentes pour évaluer la quantité de production des minerais, notamment dans les zones sujettes aux fuites.

Un autre phénomène préoccupant est la gestion de la dette publique. « Plus de 60 % des dollars empruntés retournent aux pays prêteurs, mais les pays doivent rembourser la totalité de la dette », informe l'expert en économie. Cette assertion semble être un coup dur pour le ministre des Infrastructures, Dieudonné Dukundane, qui vient de signer avec son collègue des Finances un accord de financement d'environ 500 millions USD. Lors d'une séance de questions et commentaires, le ministre a insisté sur la nécessité de mécanismes et de stratégies pour que le pays puisse réellement bénéficier des aides ou des emprunts étrangers. « Je suis très choqué d'entendre que, sur les 500 millions USD signés, le pays ne bénéficiera que de 200 millions USD », a-t-il déclaré, en mentionnant que les prêteurs imposent des conditions sur l'origine du matériel des projets, souvent plus coûteux.

En réponse, le Pr Ndikumana souligne l'importance d'analyser objectivement les clauses des contrats avant de les signer et d'agir en fonction de la réalité sur terrain.

La question de l'identification des responsables de fuites des capitaux a préoccupé les membres du gouvernement présents à la conférence-débat. Le ministre Dukundane a proposé, si nécessaire, de consulter les registres des importateurs et des exportateurs pour identifier les individus responsables de ces pratiques. Cependant, le Pr Ndikumana précise que les fuites de capitaux impliquent non seulement les importateurs et les exportateurs, mais aussi les politiciens, les membres du gouvernement et les individus bien connectés, comme cela a été le cas en Afrique du Sud, où les responsables étaient proches de la famille présidentielle.

Le système international bancaire facilite la fuite des capitaux

Le Pr Léonce Ndikumana définit la fuite des capitaux comme étant l'acquisition illégale des fonds via la corruption, le trafic de drogue ou la falsification des transactions commerciales. « Ces fonds sont ensuite transférés illégalement à l'étranger, sans être correctement enregistrés dans les comptes officiels. Finalement, ces capitaux sont détenus illégalement à l'étranger, dans des paradis fiscaux, sans être déclarés aux autorités compétentes », explique-t-il, ajoutant que le système bancaire international facilite ces transferts. « Les capitaux sont transférés à l'étranger via des transactions commerciales falsifiées ou des comptes bancaires opaques, sans que les autorités locales puissent les retracer », démontre l'expert lors de la conférence-débat.

Selon lui, la fuite des capitaux a des conséquences catastrophiques pour l'économie des pays. Elle entraîne un manque de ressources

nécessaires pour financer les projets de développement, en particulier les infrastructures. Elle est aussi à l'origine des inégalités économiques, privant les citoyens moyens de services publics essentiels. De plus, elle aggrave le déficit budgétaire, réduit les investissements et accroît la dépendance du pays envers l'extérieur.

Lutte contre la fuite des capitaux

Pour lutter contre la fuite des capitaux, l'expert suggère plusieurs mesures : lutter contre la sous-facturation et la surfacturation des exportations, instaurer un partenariat mondial, car la fuite des capitaux est un phénomène mondial, et digitaliser les services pour surveiller et enregistrer toutes les transactions commerciales. Cela permettra de lutter contre la corruption des entreprises et facilitera le partage automatique et systématique des informations fiscales et bancaires entre les pays. Le recours à l'intelligence financière et l'investissement des pays africains dans les industries extractives peuvent également atténuer ce fléau.

Dans son discours, le président de la République du Burundi, Evariste Ndayishimiye, a déclaré que le pays a perdu 17 millions USD dans l'exportation du café entre 2016 et 2019. Il a indiqué que ces fonds auraient pu être investis dans divers secteurs de croissance du pays, notamment la santé et le transport pour l'achat de carburant. Il rassure également ceux qui ont des inquiétudes concernant l'exploitation des ressources minières burundaises, en affirmant que dorénavant, l'exportation de ces pierres précieuses consistera en l'exportation de produits finis, ce qui limitera la fuite des capitaux du Burundi.

Méchaél Tuyubahe

DEVELOPPEMENT

La grand-messe des industriels approche

La 6^{ème} édition du Salon Industriel se tiendra du 4 au 7 septembre 2024 à l'Hôtel Source Du Nil. Le thème de cet événement est « Une industrie verte et exportatrice : un engagement social et une opportunité pour des emplois décents pour les jeunes et les femmes au Burundi ». Selon l'Association des Industriels du Burundi (AIB), cette occasion offre une opportunité exceptionnelle pour promouvoir les nouvelles industries tout en encourageant les industriels à prendre des mesures en faveur de la préservation de l'environnement.



Le salon industriel pour cette année se tiendra à l'hôtel Source du Nil du 4 au 7 septembre 2024.

été faite ce mercredi 21 août 2024, lors du lancement officiel de la 6^{ème} édition du salon industriel. Le salon industriel pour cette année se tiendra à l'hôtel Source du Nil du 4 au 7 septembre 2024.

Le thème choisi pour cette 6^{ème} édition est : « Une industrie verte et exportatrice : un engagement social et une opportunité pour des emplois décents pour les jeunes et les femmes au Burundi. » Comme l'a souligné le président de l'AIB, l'organisation de cet événement s'inscrit dans l'objectif que cette

association s'est fixé depuis 2018. « Celui de rassembler tous les professionnels de l'industrie du Burundi, de la sous-région et du reste du monde afin d'échanger des expériences, d'explorer les opportunités d'investissement, de conclure des partenariats et de se tenir informés des tendances du secteur », dit-il.

Un accent particulier sur la protection de l'environnement

L'Association des Industriels du Burundi (AIB) va se concentrer cette année, sur l'industrie verte et la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes du Burundi. « Nous entendons par là l'entrepreneuriat vert, dirigé par les femmes et les jeunes, qui investissent conjointement dans cette catégorie et dans la préservation de l'environnement », fait savoir M. Sakubu.

Selon lui, cette approche est doublement bénéfique : elle favorise à la fois la croissance économique et la protection de l'environnement. « C'est pourquoi nous avons jugé opportun de plaider en faveur d'une industrie verte et circulaire, capable de transformer les problèmes écologiques en opportunités commerciales. Pour y parvenir, l'industrie burundaise devra investir dans l'innovation et adopter des technologies appropriées », ajoute-t-il.

Un rendez-vous à ne pas rater pour les industriels

Le Salon Industriel est un événement majeur qui rassemble les industriels du pays. Durant cette 6^{ème} édition, les entreprises

de toutes tailles, des grandes aux petites, ainsi que les coopératives auront l'opportunité de présenter leurs produits à un public élargi. C'est l'occasion pour les industriels d'établir des relations d'affaires avec différents acteurs économiques. « Ce salon est également une occasion de mettre en lumière les produits burundais, qu'ils soient destinés au marché local ou international. Cette visibilité vise à stimuler l'économie et à favoriser une intégration régionale plus solide », fait-il savoir. Les séances de conférences-débats aborderont des thèmes essentiels tels que l'industrie verte et circulaire, ainsi que le civisme fiscal.

Rappelons que la Politique Nationale d'Industrialisation du Burundi (PNIB) a pour mission de développer un secteur industriel dynamique, compétitif et diversifié d'ici 2027. Selon ce même document, le Burundi doit pouvoir transformer ses ressources naturelles pour que le secteur industriel puisse contribuer au moins à hauteur de 25% dans la formation du PIB d'ici 2027.

Florence Inyabuntu

Site Mutambara : Les résidents réclament l'implantation d'un marché pour diversifier leurs revenus

La situation des personnes relocalisées sur le site de Mutambara est préoccupante. Malgré les efforts de certains pour entreprendre des projets de développement, ils se heurtent à de nombreux obstacles, notamment la clientèle limitée. Ces habitants demandent la création d'un marché pouvant leur permettre d'élargir leurs sources de revenus et ainsi mieux subvenir aux besoins de leurs familles.



Hussein Sirabahenda, résident du site de Mutambara évoque qu'il est difficile de progresser dans une même boutique, pendant qu'il y trouve tout ce dont il a besoin. Le manque de revenus suffisants rend impossible la scolarisation de tous ses enfants.

seulement pour les citoyens de cette colline, mais aussi pour ceux des localités environnantes.

En outre, l'accès à l'électricité est également une nécessité pressante pour ce site. Cela permettrait de réaliser des travaux dépendant de cette ressource et d'assurer un éclairage nocturne, car les lampes installées ne fonctionnent pas correctement.

Certains s'efforcent de surmonter les obstacles

Au sein du site de Mutambara, certains habitants s'efforcent de trouver des solutions pour améliorer leurs conditions de vie et générer des revenus suffisants pour subvenir aux besoins de leurs familles. Cependant, ils se heurtent à des obstacles, notamment le manque de clients.

« Quand nous sommes arrivés ici,

l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) nous a aidés en nous fournissant 100 kilos de riz. J'en ai conservé 50 kilos pour ouvrir une boutique et les autres ont servi à nourrir ma famille. C'est ici que je trouve tout ce dont j'ai besoin, car je cherche parfois du travail et je n'en trouve pas » à indique Hussein Sirabahenda, résident de ce site.

Selon Sirabahenda, père de neuf enfants et propriétaire d'une boutique localisée sur place, il est difficile de progresser dans cette même boutique, pendant qu'il y trouve tout ce dont il a besoin. Le manque de revenus suffisants rend impossible la scolarisation de tous ses enfants, ajoute-t-il.

Son témoignage met en lumière les défis quotidiens auxquels ces familles font face, tout en illustrant leurs efforts pour s'en sortir malgré le contexte difficile de vie.

Une éducation au développement personnel nécessaire

La distribution de lapins aux habitants du site de Mutambara s'est révélée peu fructueuse, la plupart des animaux étant décédés depuis leur arrivée. Mme Aïsha témoigne : « Chaque famille a reçu deux lapins. Certains d'entre eux ont même eu trois ou quatre petits, mais finalement, il n'en reste qu'un ou tous sont morts. »

Pour M. Ruhuzo, la situation souligne la nécessité d'offrir une éducation aux citoyens afin de leur enseigner les bases du développement personnel. Il évoque en particulier l'exemple des lapins, dont la mort prématurée met en lumière un manque de compétences en matière d'élevage. « Il est clair que beaucoup d'entre eux ne possèdent pas les connaissances nécessaires pour prendre soin de ces animaux et assurer leur survie », explique-t-il.

Ces témoignages soulignent l'importance d'un soutien éducatif pour améliorer l'autonomie et la résilience des habitants dans la réalisation de leurs projets de développement.

Diverses sources de revenus assurent le bien-être familial

A 37 ans, Aïsha, brodeuse de profession, a commencé son activité à l'âge de 12 ans. Elle témoigne que son travail est essentiel pour subvenir aux besoins de ses six enfants, lui permettant d'acheter la nourriture et les vêtements. Dans un mois, elle parvient à confectionner

deux petits draps ou un grand drap générant un revenu compris entre 90 000 et 100 000 FBu.

Parallèlement, Mme. Alice, mère d'un enfant, tire également des revenus de la broderie ainsi que de la vente de chips de patate douce et de légumineuses. Pour elle, cette activité est d'autant plus importante car, son mari éprouve parfois des difficultés à trouver un emploi. Dans ces circonstances, le revenu d'Alice constitue souvent le principal soutien financier du foyer. Cependant, elle fait face à des défis, notamment la perte due à une clientèle limitée. Cette situation l'oblige à attendre des occasions propices pour obtenir d'autres financements, un processus qui peut prendre plusieurs jours. Dans ce contexte, elle lance un appel au gouvernement et aux partenaires au développement, sollicitant leur aide pour améliorer la situation et favoriser l'épanouissement des habitants de ce site.

Par ailleurs, Alice encourage les autres mères de cette communauté à s'unir. Selon elle, dans le monde actuel, il est indispensable de retrousser les manches et de travailler pour la survie de la famille, car un homme peut parfois partir à la recherche du travail sans succès.

Rappelons que ces personnes déplacées ont quitté leur domicile en raison d'inondations. Actuellement, 185 familles habitent sur ce site depuis un an et quatre mois, vivant dans des maisons construites en tentes et couvertes de tôles dotées de trois chambres et d'un salon.

Jonathan Nzoyibonera

SOCIÉTÉ

Cibitoke : La coopérative « Hagurukadukore » a besoin de soutien

Une formation sur l'élaboration d'un plan d'affaires, des crédits et des terrains pour cultiver : tels sont les principaux besoins de la coopérative Hagurukadukore (COHADU) basée sur la colline Rusiga, dans la commune de Rugombo, province de Cibitoke, au nord-ouest du pays. Initiée par trois femmes dans le but de s'autonomiser financièrement, la coopérative compte actuellement une quinzaine de membres



Marie Louise Uwimana, secrétaire de la coopérative « Hagurukadukore » de Cibitoke : « Dans le but de s'autonomiser financièrement, nous avons décidé de créer une coopérative ».

Dans le but de s'autonomiser financièrement, nous avons décidé de créer une coopérative nommée « Hagurukadukore » de Cibitoke. Les secteurs visés étaient l'agriculture, l'élevage et le commerce », explique Marie Louise Uwimana, secrétaire de la coopérative.

Selon elle, la détermination est là. « La première étape a été de se conformer à la législation, c'est-à-dire être reconnue par l'Agence Nationale de Promotion et de Régulation des Sociétés Coopératives (ANACOOP), détenir un registre de commerce et un Numéro d'Identification Fiscale

(NIF). Ce qui a été fait au mois de juillet 2023 », précise-t-elle avant d'indiquer que la coopérative a commencé avec un capital de 3 millions de FBu investi dans l'agriculture, sur un terrain d'une superficie d'un hectare, où nous cultivons le riz et le maïs. Malheureusement, la récolte de riz n'a pas été bonne. Elle insiste sur le

fait que, malgré cet échec, l'équipe reste déterminée à atteindre son objectif.

Des terrains cultivables de plus en plus rares

Mme Uwimana informe que la coopérative ne dispose pas de terrains propres pour pratiquer

l'agriculture et elle est contrainte de louer des terrains. « Ces terrains deviennent de plus en plus chers », déplore-t-elle.

Les frais de location d'un terrain de 30 m² sont actuellement estimés à 1 million 200 mille FBu pour une saison. « Nous avons sollicité l'aide de personnes habilitées pour

obtenir un terrain cultivable, mais nous n'avons pas obtenu de résultat favorable », notifie la secrétaire de COHADU.

Des crédits insuffisants

Mme Uwimana regrette que certaines banques exigent la présentation d'un projet bancable avant d'accorder des crédits. « Le problème n'est pas cette exigence, mais plutôt le montant accordé, qui est souvent insuffisant par rapport au budget prévu dans le projet », explique-t-elle. Par exemple, la coopérative COHADU a présenté un projet bancable évalué à 60 millions de FBu, mais la banque a proposé seulement 7 millions de FBu.

« Cette somme ne couvre même pas les coûts des intrants agricoles et la location du terrain, et cela désorienté notre projet », ajoute-t-elle. Plutôt que d'entrer en conflit avec la banque en raison du non-remboursement de la somme accordée, COHADU a choisi de refuser cette offre insuffisante.

En plus du manque de terrains cultivables et de crédits, la secrétaire de COHADU souligne que les membres de la coopérative ont également besoin de formations pour élaborer un plan d'affaire solide afin de mener à bien leur projet.

Mélance Maniragaba

Des corridors de transport pour ouvrir les frontières

Pour faciliter la circulation des marchandises, des zones transnationales articulées routes, ponts, chemins de fer, postes-frontières ultramodernes et ports ont été créés. Dans ce numéro 623 des états généraux du transport, nous allons aborder les corridors conçus pour désenclaver les pays n'ayant pas accès à la mer



Les corridors de transport font des infrastructures de transport le support de la libéralisation des économies.

Athanase Ndayiragije, directeur des transports internationaux au ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, a présenté les capacités logistiques des corridors internationaux pour le développement du Burundi. Selon lui, les corridors de transport font des infrastructures de transport le support de la libéralisation des économies.

« Ils font de l'avènement du libre-échange la condition essentielle d'un développement qui bénéficierait à tous », indique-t-il.

M. Ndayiragije reconnaît les défis liés aux corridors, notamment le problème de compétitivité des transports, dû en partie aux dysfonctionnements du port de Mombasa et du port de Dar-es-Salaam. Selon lui, le port de Mombasa, conçu à l'origine pour accueillir 250 000 conteneurs, en a traité plus de 800 000 en 2012.

Il informe également que les redevances routières sont élevées pour les transporteurs burundais, soit 360 USD vers la Tanzanie et 152 USD vers le Burundi. Il déplore aussi la présence de barrières non tarifaires le long des corridors, ainsi que les délais d'attente prolongés pour le déchargement des bateaux.

Priorisation des corridors routiers pourtant chers

Le directeur des transports internationaux au ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme souligne que les corridors routiers sont largement plus utilisés par les opérateurs économiques burundais par rapport au réseau ferroviaire et aux voies navigables. Cependant, ces derniers sont plus économiques à la tonne-kilomètre, soit 0,05 USD par kilomètre pour une tonne

contre 0,09 USD par la route. M. Ndayiragije exprime également des préoccupations concernant les conteneurs vides au retour.

Des corridors dont le pays est membre

« Le 2 septembre 2006, la République du Burundi, la République Démocratique du Congo, la République du Rwanda, la République Unie de Tanzanie et la République de l'Ouganda ont signé l'Accord portant création de l'Agence de Facilitation du Transport de Transit du Corridor Central (AFTTCC) », rappelle M. Ndayiragije.

Ce protocole, poursuit-il, régit, conformément aux principes d'égalité de traitement, l'utilisation par les Etats membres du Corridor Central des ouvrages

et équipements portuaires maritimes de la République Unie de Tanzanie pour l'acheminement des marchandises en transit ou en transfert dans les zones contrôlées par la « Tanzania Ports Authority » ou tout autre opérateur portuaire légalement établi au port de Dar-es-Salaam.

Il ajoute : « Pour rappel, plus de 95 % des produits importés ou exportés utilisent le port de Dar-es-Salaam et, par conséquent, le Corridor Central. »

Quant au Corridor Nord, M. Ndayiragije précise qu'il s'agit d'un couloir de transport reliant les pays des Grands Lacs, entre autres le Burundi, la République Démocratique du Congo (RDC), le Rwanda et l'Ouganda au port maritime kenyan de Mombasa. Ce corridor dessert également le nord de la Tanzanie, le sud du Soudan et l'Éthiopie.

« Un accord de transit a été signé par ces gouvernements le 19 février 1985 et est entré en vigueur le 18 novembre 1986 », précise-t-il. Le suivi de l'accord sur le transit est assuré par l'Autorité de Coordination du Transport de Transit dans le Corridor Nord (ACTN-CN).

Les parties contractantes se sont engagées à collaborer dans le domaine du transport de marchandises et de personnes, notamment en ce qui concerne les installations portuaires maritimes, les routes, les contrôles et opérations douanières, la documentation et les procédures.

Cela inclut également le transport ferroviaire des marchandises, le transport routier, le transport par voies navigables, le transport par oléoduc, le transport multimodal, la manipulation des marchandises dangereuses, les dispositions pour les agences de transit, les commerçants et les employés, ainsi que le développement d'un corridor économique.

Les corridors de développement désignent des territoires devenus attractifs pour l'implantation d'activités grâce à la construction d'infrastructures de transport performantes. Ces corridors ont pour fonction de favoriser l'implantation de nouvelles activités productives en améliorant l'accessibilité, en développant des infrastructures énergétiques et des capacités de transformation des productions locales. Ils doivent encourager le développement des marges, et non seulement des principaux nœuds structurants.

Selon les planificateurs des Nations Unies, les corridors de développement ne se limitent pas à relier les villes entre elles par des axes de communication plus performants, mais visent également à encourager l'implantation de nouvelles activités productives. M. Ndayiragije conclut en soulignant que les corridors doivent favoriser le développement des marges, ce qui entraînera un remplissage plus efficace des conteneurs vides et une réduction des coûts des services de transport.

Mélance Maniragaba

SOCIÉTÉ

Cankuzo

Les autochtones du site Nyarurambi, dans les maisons en tôles, mais non-fermées

Les populations Batwa du site Nyarurambi en commune et province Cankuzo ont bénéficié des maisons en tôles pour abandonner les maisons inappropriées dans lesquelles elles vivaient. Cependant, leurs maisons sont sans portes. Ils expliquent qu'ils sont dans l'incapacité d'acheter les portes pour leurs maisons d'habitation et demandent une assistance.



Les autochtones du site Nyarurambi indiquent qu'ils sont dans l'incapacité d'acheter les portes pour leurs maisons d'habitation

activités de forge et de poterie afin de venir raconter les problèmes qui les hantent.

« Nous nous réjouissons des maisons couvertes de tôles dans lesquelles nous vivons aujourd'hui. À l'époque, nous vivions dans des huttes et la pluie nous menaçait au jour le jour. Malheureusement, tout n'est pas rose, nous avons besoin des portes pour nos habitations », lâche Léa Ngendakumana, une mère Mutwa de 8 enfants vivant dans le site Nyarurambi de la commune et province Cankuzo. Elle s'inquiète que les enfants risquent de tomber malades.

Les métiers de la forge et

de poterie ne peuvent pas faire vivre les familles

Eric Bakurakubusa, un forgeron le complète et raconte : « Nous vivons dans les conditions difficiles dans ce site. Bien que nous ayons bénéficié de ces habitations, le manque des portes et de fenêtres persiste. Nous sommes à l'abri de la pluie mais nous sommes exposés au froid ». Elle continue à expliquer qu'à part le manque des portes, les occupants de ce site vivent de la forge et de la poterie les métiers qui dorénavant n'apportent pas de revenu suffisant pour combler les besoins familiaux. Résultat, « les enfants batwas de ce site ne fréquentent pas l'école en

raison du manque de moyens et du manque de la nourriture » fait savoir madame Ngendakumana qui affirme qu'aucun de ses 8 enfants n'est inscrit à l'école.

Nous avançons un peu pour voir l'état des lieux de ces habitations. Le constat est que peu de maisons ont des portes et des fenêtres, elles sont fermées par des pièces de moustiquaires ou des pièces de vieux tissus. D'autres préfèrent exposer tout ce qu'ils ont dans leurs maisons.

Adelin Masengo, le chef de ce site fait savoir que cette question du manque des portes a été soulevée et adressée à l'administration mais aucune solution n'a été proposée pour faire face à ce problème. Il ajoute : « Nous habitons sur une mauvaise terre, les maisons sont en train de glisser puisqu'elles sont construites en briques adobes, elles ne dureront pas longtemps ». Pour lui, ce serait mieux si elles étaient construites en briques cuites.

Masengo raconte qu'à part les maisons en tôles qu'ils ont reçues, aucune autre activité n'a été entreprise pour améliorer les conditions de vie des habitants de ce site, il explique que leurs parcelles sont dans un périmètre de 20 mètres sur 20 mètres voire moins chacune, ce qui les empêche de pratiquer l'agriculture. « Nous n'avons pas aussi les moyens pour pratiquer l'élevage, on nous a donné des lapins mais ils sont tous morts suite à une épidémie inconnue », se lamente Masengo avant de demander à ceux qui le peuvent de

leur offrir les animaux domestiques pour pratiquer l'élevage afin d'améliorer leurs conditions de vie.

L'administration appelle les occupants du site à voler de leurs propres ailes

Pour bénéficier ces maisons en tôles, l'administration provinciale de Cankuzo a proposé aux populations Batwa de site de fabriquer les briques en Adobe et les a aidés à construire les murs en collaboration avec le ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre. L'objectif était d'aider les populations Batwa à se débarrasser des huttes pour habiter dans des maisons dignes de ce nom.

Pierre Claver Nakumuryango, chef de cabinet du gouverneur de Cankuzo, indique que la province Cankuzo n'est pas prête à fournir les portes à ces ménages des autochtones de ce site faute de moyens. Il rappelle que c'est la province qui s'est chargée de la fabrication des briques et de la construction des murs tandis que le ministère chargé de solidarité a donné les tôles. Ainsi, il appelle à ces habitants de ce site de s'arranger pour trouver les portes de leurs maisons d'habitations. Ce cadre de la province indique aussi qu'outre les portes, ces ménages ne possèdent pas les toilettes.

Méchaél Tuyubahe

Rugombo : Le commerce transfrontalier va de mal en pis

Les commerçants des pagnes œuvrant au marché de Rugombo font face à des défis surtout liés au dédouanement de leurs marchandises. Ils indiquent qu'ils doivent se rendre à Bujumbura ou au poste frontalier de Gatumba, ce qui leur coûte très cher. Pourtant, avec ce système de dédouanement, ils travaillent tranquillement. Ils souhaitent que le poste frontalier de Ruhwa soit praticable.



Les commerçants des pagnes œuvrant au marché de Rugombo indiquent qu'ils doivent se rendre à Bujumbura ou au poste frontalier de Gatumba pour le dédouanement, ce qui leur coûte très cher.

Le processus de dédouanement n'est pas facile pour les commerçants des pagnes œuvrant sur le marché de Rugombo dans la province de Cibitoke. Certains commerçants rencontrés mardi le 20 août 2024 par les reporters du journal Burundi Eco ont affirmé qu'ils travaillent à perte. « Pour dédouaner nos marchandises, cela nous prend toute la journée. Le transport est aussi élevé en raison de cette pénurie de carburant. Cela provoque la cherté des pagnes, car nous ne vendons que 3 ou 4 pagnes par jour. Dans ce sens, nous ne faisons que récupérer le capital seulement », a indiqué Dévôte Irakoze, commerçante des pagnes œuvrant dans ledit marché.

La fermeture du poste frontalier de Ruhwa est un grand défi.

Actuellement, le dédouanement est comme un calvaire. « Avant la fermeture de la frontière de Ruhwa, c'était très facile. Ces jours-ci, nous devons nous rendre à Bujumbura ou au poste frontalier de Gatumba.

Nous souhaitons que la frontière de Ruhwa soit praticable pour nous faciliter la tâche », a-t-elle sollicité.

Mme Irakoze ajoute également qu'avec cette pénurie de carburant, les véhicules de transport ou les voitures du type Probox leur coûtent cher. « D'ici à Bujumbura ou à Gatumba, nous devons payer

une somme de 100 000 FBu pour transporter nos marchandises. Auparavant, le montant s'élevait entre 30 000 et 40 000 FBu. Cependant, si l'on voulait se déplacer à moto pour dédouaner via le poste frontalier de Ruhwa, on ne payait que 10 000 FBu pour un aller-retour. »

Le pont de Buganda, l'une des solutions

La création d'une nouvelle douane près du nouveau pont construit dans la commune de Buganda, dans la province de Cibitoke, reliant le Burundi et la RDC pourrait être une meilleure solution. « Au poste frontalier de Gatumba, nos marchandises ont été mouillées suite aux fortes précipitations de la saison pluvieuse précédente. Nous souhaitons une nouvelle place de dédouanement près du nouveau pont construit à Buganda », a déclaré Mme Dévôte.

Et d'ajouter : « Chaque jour, nous subissons une grande perte. Si je n'arrive pas à vendre au moins 10 pagnes alors que je dépense seulement 20 000 FBu pour la ration, vous voyez que c'est une très grande perte, même le capital diminue. »

Malgré ces défis, Mme Dévôte fait savoir enfin qu'elle est prête pour la législature de 2025. « Les candidats ne réalisent pas les projets qu'ils nous présentent lors des propagandes, mais cela ne nous empêchera pas de participer aux prochaines élections de 2025. Nous souhaitons que ceux qui seront élus vont plaider pour la diminution des frais de dédouanement pour nous faciliter la tâche.

Aline Niyibigira

GENRE

Ange Ndayishimiye, une maman adoptive au grand cœur

Une mère de cœur, Ange Ndayishimiye s'est engagée à élever deux enfants qu'elle n'a pas mis au monde. Résidant sur la colline Mutambara, dans la commune et la province de Rumonge, elle consacre sa vie à répondre aux besoins de ces enfants. Cependant, elle fait face à des défis, notamment le manque de ressources indispensables pour assurer leur bien-être. Une aide humanitaire lui est indispensable.



Ange Ndayishimiye sollicite l'aide du gouvernement ainsi que des organisations humanitaires afin de pouvoir fournir à tous ses enfants les soins nécessaires pour leur bien-être.

« J'ai cinq enfants, ainsi que deux autres que j'ai accueillis. Je les ai reçus de différentes manières. J'essaie de faire de mon mieux pour subvenir à leurs besoins, mais les défis me freinent. L'un d'eux est le manque de moyens pour les nourrir et les vêtir correctement. De plus, parmi ces enfants que j'ai adoptés, l'un a un handicap au niveau des jambes. Il nécessite des soins au centre de développement et de réhabilitation pédiatrique, mais en raison de la pauvreté, je ne vois pas comment l'emmener chez le médecin », confie Ange Ndayishimiye, habitante de la colline Mutambara, zone Gatete, commune et province de Rumonge.

La manière dont ces enfants ont été récupérés

Cultivatrice et membre bénévole de l'organisation « Care for the Children Burundi » qui s'occupe des droits des enfants, Ndayishimiye précise que ces enfants n'ont pas tous été récupérés de la même manière. « J'ai trouvé l'un dans un orphelinat. Sa mère est décédée après l'avoir mis au monde et l'enfant a été placé dans une couveuse. Maintenant, il a 4 ans et 4 mois. Lorsque son père a appris la mort de la mère, il a disparu et jusqu'à présent, nous ne savons pas qu'il est toujours en vie. Les deux autres enfants qu'ils avaient eu auparavant sont désormais élevés par d'autres personnes », raconte-t-

elle.

Un autre enfant pris sous son aile est né d'une mère souffrant de troubles mentaux. Récupéré par un centre d'accueil, ce jeune garçon a par la suite été victime d'abus de la part d'une personne désireuse de l'adopter, qui l'a contraint à effectuer des travaux domestiques tout en le retirant de l'école. Sa vie a été particulièrement éprouvante. En raison de la dureté des conditions auxquelles il faisait face, il a fui. Ceux qui l'ont retrouvé s'efforcent de connaître sa famille. C'est à ce moment que Mme Ndayishimiye

a décidé de l'accueillir. « C'est un jeune garçon de 11 ans. Je suis prête à l'envoyer à l'école dès le début de la prochaine année scolaire », précise-t-elle.

Les témoignages d'Ange Ndayishimiye illustrent les défis quotidiens rencontrés par les familles d'accueil et soulignent l'importance d'un soutien communautaire pour les enfants en situation de vulnérabilité.

Un appel à l'aide pour ces enfants

Mme Ndayishimiye se dévoue à éduquer ses cinq enfants ainsi que ceux qu'elle a adoptés, mais elle souligne l'importance d'un soutien extérieur. « Si quelqu'un pouvait m'aider, ce serait formidable. Ces enfants devraient avoir la chance de vivre dignement, d'apprendre comme les autres et de se sentir soutenus », indique-t-elle.

Face à la précarité de sa situation, elle exprime son désespoir. « Personne d'autre ne m'aide. Un soutien s'avère nécessaire, surtout pour ce jeune enfant né avec un handicap au niveau jambes. Jusqu'à présent, il n'a pas reçu les soins nécessaires, car je n'ai pas les moyens de l'emmener au centre de développement et de réhabilitation pédiatrique. Il a besoin d'être transporté dans un établissement spécialisé, mais mes ressources limitées rendent cette démarche très difficile. Je demande donc au gouvernement et aux organisations humanitaires de m'apporter leur soutien afin que je puisse emporter cet enfant chez les médecins et fournir à tous ces enfants les soins dont ils ont besoin. »

Une vigilance accrue des parents pour l'éducation des jeunes

Julias Juma Ruhuzo, chef de colline Mutambara, alerte sur des comportements préoccupants, notamment des cas où des jeunes filles engendrent des enfants qu'elles abandonnent par la suite. Actuellement, environ six enfants vivent dans des familles qui ne sont pas les leurs. Ruhuzo évoque également le cas d'une mère allaitant deux enfants, dont l'un est son enfant biologique et l'autre un adopté.

Selon lui, la majorité des enfants abandonnés proviennent de jeunes filles, soulignant ainsi la nécessité d'une vigilance accrue de la part des parents. « Les parents doivent être attentifs à la discipline de leurs enfants dès leur plus jeune âge. Ils doivent se rapprocher d'eux pour organiser un dialogue mutuel », insiste-t-il.

Ruhuzo ajoute que les parents doivent s'éloigner des comportements inappropriés afin de garantir une éducation saine. Il souligne également que les jeunes doivent faire preuve de maturité et comprendre qu'ils sont considérés comme le Burundi de demain. « Ils doivent étudier pour envisager un avenir meilleur », conclut-il.

Cet appel souligne l'importance d'une éducation solide et d'une implication parentale active pour façonner un avenir prometteur pour la jeunesse.

Jonathan Nzoyibonera



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES



Construction d'un hangar de stockage à Kinanira : Un vœu de la population exaucé

Un hangar moderne, d'une capacité de plus de 2000 tonnes pour stocker les récoltes, a été construit sur la colline Kinanira, dans la commune de Giteranyi, province de Muyinga. Cette infrastructure a été érigée dans le cadre d'un projet gouvernemental financé par la Banque Mondiale via le Nile Equatorial Lakes Subsidiary Action Program (NELSAP), en complément des travaux liés au projet Rusumo. Cette modernité permettra à la population de gérer efficacement ses récoltes et de prévenir les vols qui étaient fréquents



Il s'agit d'un vaste hangar pouvant contenir plus de 2000 tonnes de récoltes

Une des aspirations des résidents de la colline Kinanira, commune de Giteranyi dans la province de Muyinga, a été accomplie. Aujourd'hui, cette population dispose enfin d'un hangar de stockage moderne, un souhait longtemps désiré. Selon Mme Floride Nduwayezu, administratrice de la commune de Giteranyi, le manque d'un tel hangar était une préoccupation majeure pour la population. Ce vœu a été inscrit sur la liste des projets prioritaires de la commune et a été proposé aux partenaires au développement, qui l'ont ensuite exécuté. Cette infrastructure a été construite dans le cadre d'un projet gouvernemental financé par la Banque mondiale via le Nile Equatorial Lakes Subsidiary Action Program (NELSAP), en complément des travaux liés au projet Rusumo.

Comme l'a expliqué Epimaque Murengeantwari, coordinateur du

Local Area Development Program (LADP), il s'agit d'un vaste hangar pouvant contenir plus de 2000 tonnes de récoltes. Lorsque nous y sommes passés, plus de 215 agriculteurs de la colline de Kinanira avaient déjà stocké leurs récoltes de maïs dans ce hangar. Selon ce cadre, c'est une infrastructure

moderne qui respecte les normes standards de tels hangars. Un terrain de séchage a été aménagé pour permettre un séchage adéquat des grains amenés alors qu'ils ne sont pas encore parfaitement secs. Des installations sanitaires ont également été construites.

Les bénéficiaires s'en rejouissent

La population de cette localité se dit très satisfaite de l'aménagement de ce hangar. Comme l'a signalé Nsengiyumva Léonidas, un habitant de cette colline, ce hangar de stockage est arrivé à point nommé.

« La population de Kinanira vit en grande partie de l'agriculture, et heureusement nos terres sont fertiles. Mais le problème était que nous manquions d'endroit pour conserver notre récolte », raconte-t-il. Avant la mise en place de ce hangar moderne, la récolte était conservée dans leurs maisons. Cela s'avérait dangereux, car non seulement la gestion n'était pas optimale pour tout le monde, mais la récolte était également exposée aux voleurs.

Même son de cloche pour Dévotte Ininahazwe, qui vit sur cette même colline. « Le hangar de stockage était vraiment une priorité pour nous », insiste-t-elle. Pour essayer de sauver leur récolte, Ininahazwe nous a raconté qu'ils avaient eu l'idée de demander l'utilisation d'une salle de classe dans l'une des écoles environnantes pour y conserver leur moisson. Cela leur permettait d'éviter les problèmes de mauvaise gestion et de vol à domicile. Cependant, cette solution n'était possible que pendant les périodes de vacances. Avec la rentrée scolaire, ces agriculteurs étaient obligés de libérer cette salle de classe. C'est ainsi qu'ils ont exprimé leur souhait aux responsables locaux.

Dans le but de gérer efficacement ce bien public, la population de la colline Kinanira a créé un comité de gestion pour ce hangar. Un magasinier et un gardien ont été recrutés à cet effet. L'administration locale garantit la disponibilité des pesticides nécessaires pour protéger ces stocks contre les ravageurs. Murengeantwari encourage tous les usagers de ce hangar moderne à en prendre soin dans l'intérêt de tous.

Florence Inyabuntu



Dévotte Ininahazwe : « Le hangar de stockage était vraiment une priorité pour nous »